

DECISION DU PRESIDENT

CRÉATION D'UNE RÉGIE DE RECETTES AUPRÈS DE LA MÉDIATHÈQUE À BONNEUIL-SUR-MARNE

Le Président,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-10 qui prévoit à son troisième alinéa que le Président peut recevoir délégation d'une partie des attributions du conseil de territoire, ainsi que les articles R. 1617-1 à R. 1617-18 ;

VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

VU la délibération du conseil de territoire n°CT2017.4/064-1 du 21 juin 2017 ajustant les règles tarifaires applicables dans les médiathèques et bibliothèques reconnues d'intérêt territorial ;

VU la délibération du conseil de territoire n°CT2016.7/098-1 du 6 juillet 2016 modifiée relative aux attributions déléguées au Président ;

VU la délibération du conseil de territoire n°CT2016.3/018 du 9 mars 2016 fixant le régime d'attribution d'une indemnité de responsabilité aux régisseurs d'avances et/ou de recettes ;

VU l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 4 juillet 2017 ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de disposer d'une régie de recettes pour l'encaissement des produits liés aux activités de la Médiathèque de Bonneuil-sur-Marne ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Il est institué une régie de recettes auprès de la Médiathèque de Bonneuil-sur-Marne à compter du 1^{er} juillet 2017.

Informations sur l'accusé de réception	
Envoyé à	Préfecture de Créteil
le	11/07/17
Accusé réception le	11/07/17
Numéro de l'acte	DC2017/350

- ARTICLE 2** : Cette régie est installée à la Médiathèque de Bonneuil-sur-Marne sise, avenue de la République- 94 380 Bonneuil-sur-Marne.
- ARTICLE 3** : La régie encaisse les amendes infligées aux lecteurs inscrits à la Médiathèque qui ne remettent pas les livres prêtés dans les délais prescrits.
- ARTICLE 4** : Les recettes désignées à l'article précédent sont encaissées en numéraire et par chèque.
- ARTICLE 5** : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 1 000 euros.
- ARTICLE 6** : Un fonds de caisse de 80 euros est mis à disposition du régisseur.
- ARTICLE 7** : Le régisseur est tenu de verser au comptable public assignataire le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 5, et au minimum une fois par mois.
- ARTICLE 8** : Le régisseur verse auprès du comptable public assignataire la totalité des justificatifs des opérations de recettes au minimum une fois par mois et au 31 décembre de chaque année.
- ARTICLE 9** : Le régisseur n'est pas assujéti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.
- ARTICLE 10** : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.
- ARTICLE 11** : Le mandataire suppléant percevra, pour la période durant laquelle il assurera effectivement le fonctionnement de la régie en remplacement du régisseur titulaire, une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.
- ARTICLE 12** : Le Président de l'établissement public territorial Grand Paris Sud Est Avenir et la comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Informations sur l'accusé de réception	
Envoyé à	Préfecture de Créteil
le	11/07/17
Accusé réception le	11/07/17
Numéro de l'acte	DC2017/350

ARTICLE 13 : Copie de la présente décision sera adressée à :

- Monsieur le Préfet du Val-de-Marne ;
- Madame la comptable de la Direction Générale des Finances Publiques ;
- Le régisseur titulaire.

Publication en sera faite dans les formes requises pour les délibérations du conseil de territoire.

Communication en sera donnée au conseil de territoire lors de sa séance la plus proche.

Fait à Créteil, le 7 juillet 2017.

Le Président,

Signé

Laurent CATHALA

Informations sur l'accusé de réception	
Envoyé à	Préfecture de Créteil
le	11/07/17
Accusé réception le	11/07/17
Numéro de l'acte	DC2017/350